Scandale à Montpellier: Insultée et frappée par des homophobes et par des flics, elle se retrouve sur le banc des accusés

En février 2013, deux militantes d'un groupe féministe se sont retrouvées face à un rassemblement homophobe de « La manif pour tous ».
Des membres du Service d'Ordre de « La Manif Pour Tous » les ont alors fait tomber du muret d'où elles observaient cet attroupement haineux et se sont mis à rouer de coup une d'elles.
Lorsque les policiers sont intervenus, ce n'était pas pour porter assistance à la militante agressée, mais pour l'interpeller ! Après avoir été frappée et insultée par des policiers, elle a été embarquée au commissariat. Deux plaintes ont été déposée contre les flics, une pour « insultes et violences » et une autre pour « insultes ».
Les policiers ont eux-aussi porté plainte et ont obtenu la condamnation de la militante à 105h de TIG (Travaux d'intérêts généraux) ainsi qu'à 2000 euros de dommages et intérêts.

Face à l'occupation de notre ville par des discours homophobes et face aux violences policières, nous appelons à un soutien large et massif.

Retour sur le procès du 12 décembre suite à la répression d'un rassemblement contre l'homophobie

Le 11 juin 2013, les participants à une action conviviale et festive, appelée par le SCALP 34, les JC et l'UEC afin de s'opposer aux "veilleurs", mouvement intégriste de prières de rue homophobes, avaient du faire face aux agressions combinées des homophobes et des agents de la Police Nationale.
Ces derniers avaient alors frappé et interpellé deux camarades qui avaient tenté de calmer la situation. Ils avaient alors passé une nuit entière en garde à vue.
L'un d'eux, militant des Jeunes Communistes, s'est retrouvé poursuivi pour violence envers les agents de police et est passé en procès le 12 décembre dernier. Face à un procureur multipliant les allusions homophobes et anti-communistes, l'avocat de notre camarade est parvenu à faire désavouer en partie les flics et le procureur en obtenant une peine inespérée dans ce type d'affaire, à savoir 950 € de dommages et intérêts à payer aux flics (ils demandaient plusieurs milliers d'euros chacun) ainsi que 2 semaines de prison avec sursis.

ACTION ANTIFASCISTE N°2

SCALP-el

Le journal fait à la (r)hache

scalp.mtp@live.fr scalp34.wordpress.com

Fraude dans les transports publics, mythes et réalités

Dans une édition du journal régional Midi Libre, la SNCF de Languedoc-Roussillon déplorait le « coût » que la fraude aux transports représenterait pour elle. Écart de langage maladroit ou adroite manipulation sémantique, peu importe, rappelons qu'il ne s'agit pas d'un « coût », mais d'un manque à gagner pour cette entreprise. Ce manque à gagner est chiffré, pour notre région, à la coquette somme de 350 000 € par an.
Afin de résorber ce manque à gagner, la SNCF de Languedoc-Roussillon annonce une mesure phare : la mise en place « d'équipes de filtrage » dans les gares, soit des contrôleurs supplémentaires, chargés d'arpenter les quais de gare pour chasser le fraudeur, cet animal nuisible aux bénéfices faramineux de cette entreprise. Concrètement, la SNCF régionale va donc recruter 32 personnes pour cette tache sécuritaire.
Curieux de nature, je me suis attelé à faire un petit calcul pour découvrir combien d'argent la SNCF allait « économiser » grâce à ce dispositif. Finalement, il s'avère que l'entreprise va perdre bien plus d'argent en mettant en place ces « équipes de filtrage » que si elle avait décidé de laisser les fraudeurs tranquilles ! En effet, même en imaginant que ces 32 nouveaux employés soient payés au lance-pierre, soit le SMIC horaire brut, cela donne un salaire annuel par agent de 17163€ brut. Et même en faisant comme si les charges patronales n'existaient pas, la somme dépensée pour rémunérer ces 32 nouveaux agents chargés de « lutter contre la fraude », s'avère bien supérieure au manque à gagner que cette fraude induirait. Concrètement, les 32 agents coûteraient 549 216 € à la SNCF du Languedoc-Roussillon. Et là, on ne parle plus de manque à gagner, mais de coût réel ! Soit une somme fortement supérieure au coût de la fraude !
Que retirer de ce petit calcul ? Une chose simple : si les entreprises de transport luttent avec autant d'énergie contre la fraude, ce n'est certainement pas à cause du manque à gagner estimé, puisque les dispositifs sécuritaires reviennent finalement plus chers. Ces dispositifs ont aussi une fonction idéologique. En effet, la répression contre la fraude dans les transports est avant tout une tentative d'étouffement d'une idée, la gratuité. La gratuité induit, de fait, un rapport non marchand. Et ça ferait plutôt mauvais genre si les gens, habitués à ne plus payer leurs transports, se mettaient soudainement en tête de ne plus rien payer …

Alors, tu préfères marcher (au pas), ou tu préfères voler (dans les magasins) ?

Tandis que l'homophobie se déverse dans les rues de Montpellier, l'extrême-droite agresse

Dimanche 15 décembre, encore une fois, la « **Manif Pour Tous** » déversait sa haine homophobe en toute impunité dans les rues de Montpellier. Des militant-e-s des droits LGBTI, dont des militantes des « Tricoteuses en Furie » (collectif féministe non mixte) ainsi que des militant-e-s du SCALP, ont déployé des banderoles défendant leurs idéaux du haut du parking de la Halle Laissac. Cette action se déroulait sans violence lorsque subitement 6 individus d'extrême-droite armés de poings américains, de barre de fer, de nunchakus et d'une chaîne ont violemment agressé par derrière et par surprise les militant-e-s présent-e-s dans le parking, frappant directement au visage leurs victimes *(dont certaines ont terminés à l'hôpital)*. Certains agresseurs ont rapidement été identifiés comme membres d'un groupuscule local, la **Ligue Du Midi**.

Cette attitude haineuse n'a rien d'étonnant puisqu'elle s'inscrit dans un contexte de montée des idées et agressions fascistes, portées tant par des individus radicalement violents -souvent proches du Front National- que par l'État lui-même, qui non seulement mène au niveau national des politiques xénophobes, mais démontre aussi son soutien implicite à ce genre d'actes. En effet, la police est venue constater les faits sans se presser et sans chercher à interpeller les auteurs de cet assaut.

Suite au rassemblement contre l'homophobie qui s'était déroulé au même moment sur la Place de la Comédie, des militants des droits LGBTI se sont retrouvés face à face avec Richard Roudier, fondateur du groupuscule précédemment cité, escorté non pas d'enfants, mais d'une demi-douzaine de nervis d'extrême-droite. Les agents de la Brigade Anti-Criminalité, prenant comme prétexte un jet d'œuf contre un mur, ont alors encerclés de manière

derniers mois. Avril 2013 : l'homophobie frappe, littéralement, en attaquant les gérants d'un bar gay à Lille : les agresseurs sont connus comme proche de l'extrême droite. Deux mois plus tard, un ancien militant de Troisième Voie (groupuscule d'extrême droite), Esteban, tue suite à plusieurs coups Clément Meric, militant antifasciste dans les rues de Paris. Dans une autre mesure, les actes islamophobes ont connu une augmentation de 11% en 2013 (agressions de femmes voilées notamment, l'une d'entre elle (Argenteuil) ayant perdue son bébé). Plus récemment, à Clermont-Ferrand, des militants d'extrême droite tirent à balle réelle sur une foule de sympathisants aux sans-papiers organisant un concert en leur soutien. A Montpellier également, des individus appartenant à la Ligue du Midi (identitaires) tabassent des militants LGBTI et antifascistes en décembre dernier (cf. le communiqué des victimes). L'actualité française prend donc un tournant très inquiétant, plusieurs groupuscules se décomplexant et n'hésitant plus à descendre dans les rues (et vont jusque tuer…), dont la voie a été ouverte par un gouvernement qui mène des politiques stigmatisantes et répressives.

La Grèce depuis plus d'un an est un exemple de montée fasciste. Le parti facilement qualifiable de néonazi, « L'Aube dorée », a en effet 10% d'intentions de vote et 18 députés au parlement (en 2012). Ce n'est autre qu'une conséquence de l'impact économique et social : la pauvreté est le terreau du fascisme. La crise des années 2007-2008 a fortement affaiblie la Grèce, qui face aux nombreux plans d'austérité (que nous ne connaissons que trop bien) se trouve dans une situation de précarité dans tous les domaines (chômage record de 27%, suppression d'universités, etc.). Les individus s'opposant à cette montée du fascisme ne peuvent le montrer sans conséquences, en témoigne le rappeur antifasciste Pavlos Fyssas, assassiné de plusieurs coups de couteau par un militant de l'Aube Dorée. La police n'a rien fait pour intervenir, démontrant le laissez-faire et appui étatique auprès des groupes fascistes. Mais si ce terrible fait met en lumière les agissements de l'Aube Dorée, leur violence était déjà présente auparavant et touchait principalement la population immigrée. Même si ce parti n'est pas majoritaire au gouvernement, il se partage le pouvoir avec la « Nouvelle Démocratie », parti conservateur, qui s'occupe de préparer le terrain à la montée du fascisme, en s'affichant clairement du côté de l'austérité. La Grèce apparaît médiatiquement comme un des pays le plus violemment touché par la crise, mais il n'est pas pour autant une exception. Il faut plutôt y voir une image du futur des pays dont les choix gouvernementaux ne se résument qu'à appauvrir, réprimer, et exclure.

Cet article ne se veut pas exhaustif car l'essor de la peste brune en Europe est grand, et touche beaucoup de pays (Hongrie, Norvège, Angleterre…). Cette montée reste logique dans un contexte économique où la pauvreté et la précarité ne font qu'augmenter et ne connaisse plus de limites.

C'est pour cela, qu'antifascistes de tout pays ; nous affirmons notre haine envers le capitalisme, système d'exploitation, moteur pour ces idéologies. N'hésitons pas à descendre lutter dans la rue pour combattre la vermine fasciste.
¡No pasarán!

L'Europe aujourd'hui: un terreau pour le fascisme?

Ces quelques dernières années marquent un fort renouveau fasciste à travers toute l'Europe. Afin que chacun et chacune comprenne la situation dans laquelle l'Europe s'embourbe peu à peu, faisons un bref rappel des nombreux événements qui se sont déroulés ces derniers temps autour de la mouvance fasciste européenne.

C'est bien l'Espagne qui fait le plus parler d'elle en ce moment, et pour cause, en décembre dernier le chef de l'État conservateur Mariano Rajoy, souhaite rendre à nouveau illégal l'avortement, sauf dans quelques rares exceptions (certains viols, danger pour la vie de la mère ...etc). Même le viol doit être prouvé, par un dépôt de plainte pour que l'avortement puisse être autorisé (rappelons d'ailleurs que bien souvent les femmes violées ont honte d'aller voir la police, ajouter cet acte comme nécessaire afin d'aller avorter est aberrant). Quant au danger pour la mère, il doit être lui aussi prouvé, par un examen effectué par deux médecins différents. Il semble donc que le mot principal soit « preuve ». Mais prouver à qui au juste ? Prouver à l'institution étatique -contrôlant clairement la vie des femmes- afin d'avoir le droit de disposer librement de son corps et de sa sexualité. La femme est bafouée, comme à chaque fois lorsque le fascisme pointe le bout de son nez (cf. l'article sur l'Espagne). Ce patriarcat radical n'est pas le seul aspect fasciste en Espagne. Quelques mois plus tôt, le même gouvernement (Parti Populaire) a voté une loi foncièrement antidémocratique, appelée « sécurité citoyenne ». Ces plus grands principes : interdiction sous peine de graves poursuites de photographier des policiers exerçant leur habituelle répression ; interdiction de se masquer le visage lors de manifestations (vœu implicite de fichage des éléments considérés comme déviants) et nous passons sur les autres éléments absurdes et fascisants de cette loi (une recherche rapide vous renseignera aisément). L'Espagne, qu'il y a à peine moins de 40 ans était sous les griffes de Franco -dont la politique fasciste n'est plus à prouver nous l'espérons- se retrouve désormais dans une spirale dangereuse où le peuple perd radicalement ses droits les plus basiques et nécessaires.

La péninsule ibérique n'est pas le seul pays européen victime du fascisme. Les autres Etats européens, même si de manière moins radicale et moins médiatisée, exercent des politiques fascisantes faisant du peuple des sujets à contrôler ou exclure. La France en est un bon exemple, depuis déjà plusieurs années les gouvernements (qu'ils soient de droite ou de gauche) enchaîne les politiques de stigmatisation (chasse aux Roms, islamophobie…) et se donne pour seul but, celui de baisser le taux d'immigration. Mais l'extrême-droite depuis environ un an (depuis la loi dite du « mariage pour tous ») se décomplexe dans la rue. C'est d'abord un mouvement désormais incontournable qui se développe fortement : « la manif pour tous », rassemblement de catholiques intégristes, d'identitaires, et autres nervis du capitalisme. Enchaînant les manifestations et actions (prières de rue, etc.), ils déversent sans cesse leur haine et leur homophobie dans les rues françaises. Un tel mouvement finit par raviver toutes les forces fascistes : être homophobe, raciste, antisémite ou encore machiste devient banal et décomplexé. Mais ce fascisme grandissant n'en reste pas aux simples idées, en témoigne les agressive les militants LGBTI contre un mur. S'en suivent quelques minutes de spectacle où ces agents s'amusent alors à lancer des sarcasmes, pour montrer leur toute-puissance et leur mépris pour nos idées.
Un mineur, soupçonné d'être en possession d'un œuf s'est alors fait violemment interpellé et a passé plusieurs heures en garde à vue. Il a été poursuivi pour rébellion, injure et violence à agent. Nous dénonçons le choix clairement fait par les policiers, qui n'ont rien fait pour arrêter la bande armée ayant commis des violences sur les militant-e-s LGBTI et antifascistes, mais qui dans le même temps ont arrêté un jeune mineur pour un jet d'œuf. Ce soutient policier aux mouvances d'extrême-droite était déjà présent en juin dernier à Montpellier : alors que les Veilleurs -des intégristes s'adonnant à des prières de rues homophobes- étaient en train d'agresser des militants LGBTI en train de faire un pique-nique convivial, la Police Nationale n'avait rien trouvé de mieux à faire que de gazer, frapper et interpeller les personnes tranquillement assises au sol.

Cette nouvelle agression intervient dans un contexte où la « Manif pour tous » a permis d'agréger des mouvements réactionnaires, racistes et homophobes, leur donnant un sentiment d'assurance qui leur permet des actes aujourd'hui répandus. Rappelons l'attaque dans un bar gay de Lille, dans la rue sur des femmes voilées (l'une d'elle a perdu son bébé suite aux coups) mais aussi la mort de Clément Méric, militant antifasciste, tué par un membre proche de Troisième Voie. Rappelons également que les organisations coupables de tels actes, malgré leur dissolution, n'ont aucun problème pour se reconstituer sous l'œil bienveillant de la police et de l'État et continuer tranquillement leurs activités fascistes.

Arrêtons de nous faire croire que « toutes les opinions se valent », car la haine et la violence sont clairement d'un côté, et celui-ci n'est pas le nôtre.

Nous appelons chacun et chacune à dénoncer ce genre d'agissements, et à mettre tout en œuvre pour combattre la vermine fasciste dans nos quartiers.
¡No pasarán!

L'Espagne redeviendrait-elle un état fasciste ?

La question peut sembler provocante et en énervera plus d'un-e qui se demandera comment le mot «fasciste» peut-il être accolé à un pays où le premier ministre est élu « démocratiquement » (selon les règles de la démocratie représentative qui ne représente qu'une poignée de politicards professionnels). Je sais que beaucoup de gens considèrent que le fascisme n'exista que de 1919 à 1945 et disparu ensuite dans les méandres de l'histoire, en oubliant les régimes de Franco en Espagne, Salazar au Portugal ou Pinochet au Chili (liste non exhaustive) qui seront qualifiés de « régimes autoritaires ». Mais sur quoi se construisait alors cette idéologie meurtrière ? Un culte des traditions considérées comme des repères intemporels face aux idéaux progressistes et humanistes, le personnage du chef de l'état sacralisé comme un dieu vivant, complicité avec le capitalisme et donc le patronat utilisés comme rempart face au communisme et enfin une surveillance du peuple par l'intermédiaire d'une police politique et donc refus et élimination de toute opposition politique.

Il suffit alors de regarder l'actualité de ces derniers temps en Espagne pour constater que l'on glisse dangereusement vers un régime autoritaire de type fasciste.

Premier signal donné par le gouvernement de Mariano Rajoy (élu en 2011) la loi votée en novembre 2013 appelée « Loi de Sécurité Citoyenne ». Comme toujours sous l'argument de la sécurité, il s'agit avant tout de contrôler et réprimer ses opposants politiques. Ainsi on trouve dans cette loi des articles symbolisant très bien la dérive autoritaire du régime en place. On trouve par exemple l'interdiction des manifestations non-déclarées ayant lieues devant des édifices de l'état et une amende de 30000 euros pour chaque participant-e-s, ou bien l'interdiction de se réunir en groupes politiques sur réseaux sociaux sous peine de devoir payer une amende de 30000 euros, d'autres amendes de 30000 euros seront demandées dans les cas où l'on refuse de décliner son identité, où l'on manifeste avec une capuche ou le visage couvert, où l'on empêche un flic de remplir son rôle répressif (dans le cas d'un sit-in par exemple), si on «déshonore» le drapeau espagnol, si l'on utilise des pancartes critiquant la nation espagnole ou enfin si on filme ou photographie un flic en service. Quand aux dessins satiriques sur les politiciens, ils sont tout simplement interdit!

Il semble assez évident qu'une telle loi parle d'elle-même et représente une volonté de la part du gouvernement de réprimer durement les mouvements sociaux, d'interdire toute critique du gouvernement espagnol et donc de mettre fin à toute opposition politique non contrôlée par l'état.

Deuxième signal donné par le gouvernement Rajoy il y'a un mois : la loi limitant l'avortement pour les femmes que dans deux cas précis. Dans le cas où la grossesse engendrerait un danger pour la vie de la femme et dans le cas d'un viol.

Limiter l'avortement à ces deux cas revient à marginaliser ce droit durement acquis par les femmes en considérant que c'est une solution d'urgence devant être utilisée que pour des cas d'urgence et donc oublier que ce droit est avant tout une avancée importante pour le droit de la femme à disposer de son corps. Bien pire que ça c'est aussi cantonner la femme à une seule fonction reproductrice et oublier qu'elle est avant tout un être libre de faire ce qu'elle veut avec son corps, enfin c'est renvoyer les femmes qui voudront avorter dans les bras de profiteurs et d'escrocs en tout genre. Il est inquiétant en définitive de constater que l'état espagnol s'immisce autant dans l'intimité des femmes et voudrait contrôler leurs corps comme si elles étaient de simples machines à faire des enfants.

La loi de « sécurité citoyenne » et la loi sur l'avortement sont autant de signaux indiquant une volonté de la part de Rajoy de non seulement réprimer toute opposition à sa politique mais aussi de rentrer dans l'intimité de la femme et de considérer son corps comme simple outil reproductif.

On peut être surpris et choqué d'un tel tournant autoritaire de la part du Parti Populaire (présidé par Rajoy qui gouverne actuellement l'Espagne) considéré sobrement comme un parti « conservateur et libéral » par les médias de masse, mais il suffit de regarder d'où vient ce parti crée en 1989 pour comprendre que les différentes lois qui viennent d'être votées s'inscrivent en fait dans la cohérence idéologique d'un parti aux racines traditionalistes et fascistes. En effet le parti populaire a été crée par Manuel Fraga qui était un ancien ministre sous la dictature fasciste de Franco, voilà donc dans quel idéologie ce parti puise t-il ses racines et voilà qui explique de tels affronts faits aux libertés fondamentales de l'être humain.

Voilà qui montre bien que l'idéologie fasciste n'est pas morte en 1945 comme certains le prétendent et qu'il est important d'être toujours présents face aux idéologies qui mettraient en danger la liberté d'expression ainsi que le droit de disposer de son corps ainsi que toutes les autres libertés fondamentales du genre humain.

Nous devons être vigilants et unis face aux chiens de gardes du capitalisme et répondre coup pour coup à chaque offensives réactionnaires que ce soit en Espagne ou ailleurs dans le monde, il est important d'opposer à la réaction une vision de classe d'un monde progressiste et humaniste où les prolétaires de tous les pays pourront vivre heureux débarrassés de leurs oppresseurs!